



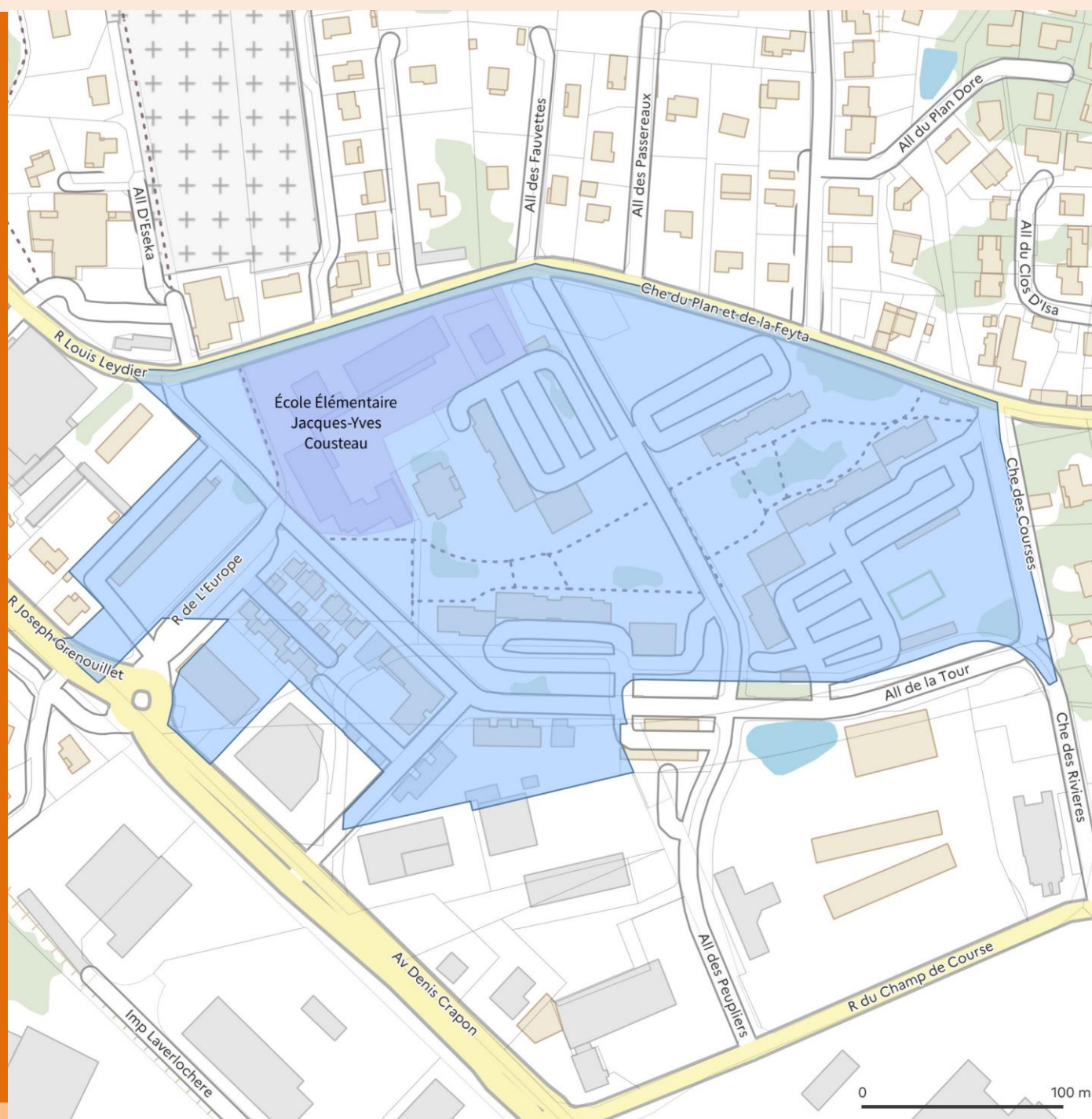
**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

Données sur le Quartier Prioritaire de la Ville

Plan des Aures Pont-Évêque (38)



novembre 2025

Sommaire

DEFINITIONS & SOURCES	4
INDICATEURS CLÉS	14
POPULATION	15
Globale	15
Age	15
Sexe	15
Etrangers	15
Ménages	16
Diplôme	16
EMPLOI	17
Taux d'activité	17
Taux d'emploi	17
LOGEMENT	18
Type de logement	18
Parc Locatif Social	19
RESSOURCES MONÉTAIRES	20
Revenus disponibles	20
Revenus déclarés	20
Bénéficiaires des prestations légales versées par les CAF	21
Bénéficiaires du régime général de l'Assurance Maladie (CNAM)	22
CHÔMAGE	23
Demandeurs d'emploi	23

DEFINITIONS

Secret statistique

Pour respecter les règles de secret statistique et de secret fiscal, la valeur n'est pas affichée quand l'indicateur donne une information de manière directe ou indirecte sur une population inférieure à 5 individus et 11 ménages.

QPV

Les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) correspondent à ceux listés dans le décret modificatif n°2024-806 du 13 juillet 2024 pour la France métropolitaine et dans le décret n°2024-1212 du 27 décembre 2024 pour les autres territoires.

EPCI : Découpage géographique 2022

Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sont des regroupements de communes ayant pour objet l'élaboration de « projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité ». Ils sont soumis à des règles communes, homogènes et comparables à celles de collectivités locales. Les communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle, syndicats de communes et les syndicats mixtes sont des EPCI.

Quartiles et Etendue:

Le premier quartile (noté Q1) est le niveau au-dessous duquel se situent 25 % des départements.

Le deuxième quartile est le niveau au-dessous duquel se situent 50 % des départements ; c'est la médiane.

Le troisième quartile (noté Q3) est le niveau au-dessous duquel se situent 75 % des départements.

L'écart interquartile indique la dispersion d'un ensemble de données, il s'agit de la différence entre les quartiles supérieur et inférieur ($Q3 - Q1$).

PS: Il est possible que des sommes de pourcentages ne soient pas exactement à 100% pour cause d'arrondis

POPULATION

Source: Recensements de la population - INSEE / **Géocodage:** INSEE

Depuis 2004, le recensement de la population repose sur une collecte annuelle des informations, et se calcule à partir des résultats de collecte de 5 années consécutives. Dans les communes de moins de 10 000 habitants, la collecte est exhaustive. Dans les communes de plus de 10 000 habitants, il s'agit d'une enquête, où 8% de la commune est enquêtée chaque année. Dans la mesure où l'échantillonnage des adresses à enquêter ne correspond pas aux découpages des QPV, les résultats fournis à cette échelle relèvent donc d'estimations plus ou moins précises suivant la taille du quartier et le tirage de l'échantillon de collecte de la commune.

Les effectifs de population sont issus du RP2021. Seules les grandeurs relatives (taux,...) sont actualisées dans les recensements suivants par l'Insee. Lorsque les résultats de la collecte n'ont pas été suffisants pour fournir des estimations robustes, les résultats ne sont pas fournis (cases ND).

Le champ des estimations démographiques 2021 est celui des quartiers de la politique de la ville de métropole et de Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Saint-Martin. Les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) correspondent à ceux listés dans le décret modificatif n°2024-806 du 13 juillet 2024 pour la métropole et dans le décret n°2024-1212 du 27 décembre 2024 pour les autres territoires. La méthode utilisée pour réaliser ces estimations est adaptée aux spécificités du recensement de la population. Elle repose sur le même principe que celle utilisée pour le calcul des populations en QPV et celle utilisée pour mettre à disposition de l'information sur des zonages à façon (service Diaf-RP).

Du fait de la crise sanitaire de la Covid-19, l'enquête annuelle de recensement qui devait se tenir en 2021 a été reportée en 2022. L'Insee a adapté ses méthodes de calcul pour pallier ce report et produire les estimations démographiques 2021.

En métropole

Dans les communes de 10 000 habitants ou plus (grandes communes), le recensement n'est pas exhaustif et est effectué par sondage. Chaque année, un échantillon d'adresses représentant 8 % des logements de la commune est enquêté. Ainsi, en cumulant 5 enquêtes annuelles, environ 40 % de la population de la commune est enquêtée au total. Ces communes disposent d'un Répertoire des Immeubles Localisés (RIL) actualisé chaque année pour l'ensemble de la commune et contenant toutes des adresses d'habitation ainsi que leur localisation géographique précise.

Cas général

Pour estimer la population en QPV d'une commune, la méthode générale consiste à calculer un nombre moyen de personnes par logement parmi les adresses enquêtées au cours du cycle des 5 enquêtes annuelles dans la fraction commune x QPV, puis à le multiplier par le nombre de logements localisés dans ce territoire au 1er janvier 2021, connu grâce au RIL. Les résultats sur chaque zone commune x QPV sont ensuite agrégés pour obtenir l'estimation au niveau du QPV.

Cas particuliers

Dans des cas très particuliers on applique une méthode alternative, qui consiste en une estimation sur un regroupement de plusieurs fractions communales du QPV puis une ventilation par commune au prorata du nombre de logements au 1er janvier 2021 présents dans le RIL dans chaque fraction communale. Ces cas très particuliers correspondent à des situations où une fraction communale du QPV est extrêmement petite : lorsqu'aucune adresse n'a été enquêtée sur le cycle des 5 enquêtes annuelles de recensement ou lorsqu'une seule adresse l'a été et que le taux de sondage en termes de nombre de logements est inférieur à 50 %.

Dans les communes de moins de 10 000 habitants, le recensement est exhaustif.

Précautions sur les analyses en évolution

Les résultats des recensements ne se comparent correctement entre eux que sur des périodes espacées d'au moins 5 ans. Pour une période plus courte, il est vivement conseillé de ne pas comparer deux recensements.

En raison du report de l'enquête annuelle 2021 lié à la situation sanitaire de la Covid-19, les résultats du millésime 2021 doivent exceptionnellement être comparés avec ceux de millésimes antérieurs distants d'au moins 6 ans.

Données blanchies ou manquantes

Environ 15 % des cases ont une précision insuffisante : leur coefficient de variation est supérieur à 15 %. Cette imprécision est liée à la méthode de collecte par sondage. Pour ces cas, l'estimateur est blanchi mais un intervalle de confiance à 95 % est fourni.

Certaines cases sont blanchies pour les indicateurs issus de l'exploitation complémentaire du recensement (Part d'actifs artisans, commerçants, chefs d'entreprise, cadres et professions intellectuelles supérieures, Part d'actifs dans des professions intermédiaires, Part d'actifs employés, Part d'actifs ouvriers, Part des familles monoparentales et Part des résidences principales (y-c selon le nombre de pièces) car la précision associée n'a pu être estimée. Pour ces cases il n'y a donc pas non plus d'intervalle de confiance associé.

Remarque

Certains quartiers s'étendent sur plusieurs communes, notamment des petites et des grandes communes. Pour ces quartiers, les estimations sont réalisées sur chaque sous-partie du quartier relative à une commune, puis agrégées pour constituer l'estimation sur le quartier complet.

Précision sur les indicateurs

Les indices de jeunesse sont calculés en divisant le nombre d'individus de 0 à 19 ans par le nombre d'individus de 60 ans ou plus.

En raison des arrondis, les totaux sur les indicateurs de répartition comme les parts de population par âge peuvent être légèrement inférieurs ou supérieurs à 100 %.

En règle générale, quand la catégorie d'âge n'est pas mentionnée, les taux d'emploi et les taux d'activité sont calculés sur la population de 15 à 64 ans. Les deux indicateurs Part des emplois à durée limitée parmi les emplois et Part de la population occupant un emploi à temps partiel sont quant à eux calculés sur la population en emploi (quel que soit l'âge).

Les parts de ménage d'une personne de 60 à 74 ans et de 75 ans ou plus sont calculées sur le champ des ménages d'une personne.

EMPLOI

Source: © Recensements de la population - INSEE / **Géocodage:** INSEE

Les emplois à durée limitée regroupent les missions d'intérim, les contrats d'apprentissage, les contrats aidés, les stages rémunérés et tous les autres types d'emploi à durée limitée. Cette définition correspond à celle des emplois précaires utilisée jusqu'au millésime 2016.

La part de population occupant un emploi à temps partiel et les deux indicateurs sur le mode de transport utilisé pour aller travailler sont calculés sur le champ de la population en emploi.

Les parts de population selon le plus haut niveau de diplôme obtenu sont calculées sur le champ de la population de 15 ans ou plus non scolarisée.

LOGEMENT

Source: ©Insee Source : RP & Répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux (RPLS) & Fichier démographique sur les logements et les individus (Fidéli)

Catégorie de logement :

- les résidences principales : logements occupés de façon permanente et à titre principal par le ménage ;
- les logements vacants : logements disponibles pour la vente ou la location, logements neufs achevés mais non encore occupés ;
- les logements occasionnels : logements utilisés une partie de l'année pour des raisons professionnelles ;
- les résidences secondaires : logements utilisés pour les week-ends, les loisirs ou les vacances.

Type d'habitat :

Type d'habitat : On distingue les résidences principales selon les modalités suivantes :

- maisons ;
- appartements ;
- autres : logements-foyers, chambres d'hôtel, habitations de fortune, pièces indépendantes (ayant leur propre entrée)

Le type « autres » étant peu représenté, il n'apparaît pas dans les chiffres ; la somme des types « appartement » et « maison » ne somme ainsi pas forcément à 100 %.

Part des résidences principales suroccupées : cet indicateur estime la part de résidences principales dont la taille (en nombre de pièces) est trop petite par rapport à la composition du ménage qui l'occupe. Les studios occupés par une personne sont exclus du champ. Un logement est considéré suroccupé dès lors qu'il lui manque au moins une pièce au regard du ménage qui l'occupe.

PARC LOCATIF SOCIAL

Source: ©Insee Source : SDES, RPLS

Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, Commissariat général au développement durable, Service des

Champ

Le répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux recense l'ensemble des logements appartenant aux bailleurs sociaux.

Le parc locatif social se restreint à :

- l'ensemble des logements, conventionnés ou non, des bailleurs des catégories suivantes : Organisme public de l'habitat (OPH),
- les logements conventionnés des Sociétés d'économie mixte (SEM) agréées.

Le champ des logements sociaux exclut ainsi de RPLS les logements non conventionnés appartenant à une SEM de France métropolitaine dont les caractéristiques sont proches du secteur libre.

Logement conventionné : logement ayant fait l'objet d'une convention entre l'État et le propriétaire bailleur du logement. Cette convention donne droit à l'aide personnalisée au logement (APL) pour les locataires qui remplissent les conditions d'octroi. Dans les DOM, le conventionnement à l'APL n'existe pas.

Définitions

Nouvelles mises en service : ensemble des logements mis en service entre le 2 janvier 2021 et le 1er janvier 2022. L'année de première mise en service est celle d'entrée du logement dans le parc locatif social.

Taux de vacance : nombre de logements vacants au 1er janvier 2022, parmi les logements proposés à la location, hors logements vides pour raison technique, rapporté au nombre de logements proposés à la location.

Taux de vacance de plus de 3 mois : nombre de logements vacants parmi les logements proposés à la location, hors logements vides pour raison technique, dont la dernière date de remise en location est antérieure à octobre 2021, rapporté au nombre de logements proposés à la location.

Taux de rotation : emménagements dans les logements proposés à la location depuis un an ou plus, rapportés au nombre de logements proposés à la location depuis un an ou plus. Les nouvelles mises en service ne sont pas intégrées dans le calcul de ce taux. Si plusieurs emménagements ont lieu la même année pour un logement donné, seul le dernier emménagement est pris en compte. Un logement est considéré comme ayant fait l'objet d'un emménagement si le bail est en cours au 1er janvier 2022 et a pris effet dans le courant de l'année 2021.

Les logements collectifs incluent les logements étudiants.

Répartition par financement d'origine :

PLAI : Prêt locatif aidé d'intégration ;

PLUS : Prêt locatif à usage social. Les logements financés en Prêt locatif aidé ordinaire (PLA) appartiennent aussi à cette catégorie ;

PLS : Prêt locatif social ;

PLI : Prêt locatif intermédiaire.

Avertissement : A compter du millésime 2021, la répartition par financement d'origine est basée sur la circulaire CUS du 12 avril 2010, qui modifie les correspondances entre le financement initial et le plafond de ressources selon que l'ensemble immobilier est conventionné ou non. Cela amène notamment à la disparition de la catégorie 'Autres financements'. Cette circulaire est consultable au lien suivant (le tableau de correspondance des financements se trouve en page 23) :

https://www.financement-logement-social.logement.gouv.fr/IMG/pdf/cus_circulaire_12-avr-2010_cle152934.pdf

Loyer moyen au m² : somme des loyers divisée par la somme des surfaces habitables des logements loués au 1er janvier 2022.

Surface habitable : surface de plancher construite, après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escaliers, gaines, embrasures de portes et de fenêtres.

Précautions d'utilisation

Les données issues de la source RPLS sont des données structurelles. Deux millésimes ne doivent pas être utilisés pour mesurer des évolutions aux niveaux infra-communaux (Iris). En effet, les évolutions entre deux millésimes ne reflètent pas uniquement l'évolution réelle, elles traduisent aussi les améliorations de géolocalisation des adresses.

RESSOURCES MONÉTAIRES

REVENUS DISPONIBLES & REVENUS DÉCLARÉS

Source: ©Insee Source(s) : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi).

Champ

Le champ couvert est celui de l'ensemble des ménages fiscaux ordinaires : il exclut les personnes sans domicile ou vivant en institution. Les indicateurs portant sur le revenu disponible/déclaré (et comptages associés) sont calculés sur le champ des ménages dont le revenu disponible/déclaré est positif ou nul.

Les résultats couvrent la France métropolitaine.

Sources

Les statistiques présentées sont issues du Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) de 2021.

Les données issues de ce fichier proviennent du rapprochement :

- des données fiscales (déclarations de revenus des personnes physiques, taxe d'habitation et fichier d'imposition des personnes physiques) fournies à l'Insee par la Direction générale des finances publiques

- et des données sur les prestations sociales émanant des principaux organismes gestionnaires de ces prestations : Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF), Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV), Mutualité Sociale Agricole (MSA).

Ces données fournissent de l'information sur le revenu déclaré des ménages fiscaux et permettent de reconstituer leur revenu disponible (c'est-à-dire après la prise en compte des impôts ainsi que des prestations sociales et revenus financiers non déclarés) aux niveaux infra-communaux, communaux et supra-communaux.

Au niveau national, l'enquête sur les revenus fiscaux et sociaux (ERFS) reste la source de référence pour les indicateurs d'inégalité des niveaux de vie et de pauvreté.

Variables communes aux 2 fichiers

Part des revenus d'activité

La part des revenus d'activité est le pourcentage que représentent les revenus des activités salariées, non salariées et les indemnités de chômage dans le total des revenus disponibles/déclarés de la zone.

Les revenus des activités salariées incluent les salaires, traitements, indemnités journalières de maladie, avantages en nature, certaines préretraites.

Les revenus des activités non salariées incluent les revenus nets de déficits et hors plus-values des indépendants. Ils comprennent les Bénéfices Agricoles (BA), les Bénéfices Industriels et Commerciaux professionnels (BIC) et les Bénéfices Non Commerciaux professionnels (BNC). Sur la déclaration, les indépendants relevant du régime micro-entreprise pour les BIC et du régime déclaratif spécial pour les BNC reportent le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes. Pour les autres régimes, c'est un bénéfice net de déficit qui est reporté.

Part des indemnités de chômage

La part des indemnités de chômage est le pourcentage que représentent les indemnités de chômage dans le total des revenus disponibles/déclarés de la zone.

Part des pensions, retraites, rentes

La part des pensions, retraites et rentes est le pourcentage que représentent les pensions, retraites et rentes (y compris de source étrangère lorsqu'elles sont imposables en France) dans le total des revenus disponibles/déclarés de la zone.

Les pensions, retraites et rentes incluent les retraites mais aussi les pensions d'invalidité et les pensions alimentaires nettes (déduction faites des pensions versées) et les rentes viagères (à titre gratuit et onéreux).

Part des revenus du patrimoine et autres revenus

La part des revenus du patrimoine et autres revenus est le pourcentage que représentent, dans le total des revenus disponibles de la zone, les revenus fonciers nets (loyers, fermages, parts de SCI, affichage), les revenus accessoires (Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC) non professionnels, des Bénéfices Non Commerciaux (BNC) non professionnels, et recettes brutes de locations meublées non professionnelles), et les revenus de valeurs et de capitaux mobiliers, hors plus values.

À compter du millésime 2013, les revenus de source étrangère imposés à l'étranger sont intégrés à l'agrégat « Revenus du patrimoine et autres revenus ». Les revenus perçus à l'étranger et imposés en France sont inclus dans les rubriques correspondant à leur nature. Ainsi par exemple, les salaires perçus à l'étranger et imposés au barème de l'impôt sur le revenu en France sont inclus dans les salaires de la personne correspondante.

Dans les zones frontalières, on interprétera donc les résultats avec prudence, en ayant recours notamment à la consultation des accords fiscaux en vigueur vis-à-vis des pays concernés (existence d'une convention entre la France et le pays concerné ; des renseignements précis pourront être apportés par la Direction Régionale des Finances Publiques).

On remarque que certaines zones frontalières présentent un premier décile de revenu par UC nul ou particulièrement faible. Si ces zones ne présentent pas a priori une forte population « défavorisée », cela peut révéler la présence dans ces zones de travailleurs frontaliers dont la déclaration de revenus ne mentionne pas leurs revenus perçus et imposés à l'étranger (bien qu'une rubrique de la déclaration soit spécifiquement prévue pour ces revenus, non imposés en France mais pris en compte pour le calcul du taux effectif d'imposition).

Les revenus du patrimoine ne sont que partiellement couverts dans la déclaration fiscale : plusieurs types de revenus du patrimoine sont exonérés d'impôt (épargne réglementée notamment) ou en partie seulement appréhendés dans la déclaration.

Les revenus financiers non déclarés (Livret A, livret jeune, CODEVI, Livret d'épargne populaire (LEP), Compte d'épargne logement (CEL), Plan d'épargne logement (PEL), Assurance vie : (contrats d'assurance vie, PEP, bons de capitalisation) sont imputés. Une probabilité de détention et un montant de détention sont estimés étant donné un certain nombre de caractéristiques du ménage (âge, situation familiale...) et conditionnellement au fait de détenir l'actif financier.

Rapport interdécile du revenu disponible/déclaré par unité de consommation

Le rapport interdécile D9/D1 est calculé sur les valeurs exactes des déciles et peut donc légèrement différer du ratio calculable sur les valeurs arrondies à la dizaine diffusées ici.

Rapport de l'écart interquartile à la médiane du revenu disponible/déclaré par unité de consommation

Le rapport de l'écart interquartile à la médiane $\{(Q3-Q1)/Q2\}$ est calculé sur les valeurs exactes des quartiles et peut donc légèrement différer du ratio calculable sur les valeurs arrondies à la dizaine diffusées ici.

REVENUS DISPONIBLES

Revenu disponible d'un ménage

Le revenu disponible est le revenu à la disposition du ménage pour consommer et épargner. Il comprend les revenus d'activités, indemnités de chômage, retraites et pensions, revenus fonciers, les revenus financiers (imputés pour ceux qui ne sont pas soumis à déclaration : livrets exonérés, PEA, LEP, CEL, PEL, produits d'assurance-vie) et les prestations sociales reçues (prestations familiales, minima sociaux et prestations logements). Au total de ces ressources, on déduit les impôts directs (impôt sur le revenu, taxe d'habitation) et les prélèvements sociaux : contribution sociale généralisée (CSG), contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Le revenu disponible par unité de consommation (UC), également appelé "niveau de vie", est le revenu disponible par "équivalent adulte". Il est calculé en rapportant le revenu disponible du ménage au nombre d'unités de consommation qui le composent. Toutes les personnes rattachées au même ménage fiscal ont le même revenu disponible par UC (ou niveau de vie).

Taux de pauvreté

Le taux de pauvreté correspond à la part de la population dont le niveau de vie est inférieur au seuil de 60 % du niveau de vie médian de France métropolitaine.

Part de l'ensemble des prestations sociales

La part de l'ensemble des prestations sociales est le pourcentage que représentent les prestations familiales, prestations de logement, et minima sociaux dans le total des revenus disponibles de la zone.

Part des prestations familiales

La part des prestations familiales est le pourcentage que représentent les prestations familiales dans le total des revenus disponibles de la zone.

Les prestations familiales regroupent les prestations relatives à l'accueil du jeune enfant (prime à la naissance, allocation de base, compléments de libre choix d'activité) et les autres prestations relatives à l'éducation des enfants (allocations familiales, complément familial, allocation de rentrée scolaire, allocation d'éducation de l'enfant handicapé, allocation de soutien familial).

Part des minima sociaux

La part des minima sociaux est le pourcentage que représentent les minima sociaux dans le total des revenus disponibles de la zone.

Les minima sociaux comprennent le revenu de solidarité active (RSA) et les prestations de précarité relatives au minimum vieillesse (allocation de solidarité aux personnes âgées essentiellement) et au handicap (allocation aux adultes handicapés, allocation de soutien familial).

Part des prestations logement

La part des prestations logement est le pourcentage que représentent les prestations logement dans le total des revenus disponibles de la zone.

Les prestations logement regroupent l'aide personnalisée au logement, l'allocation de logement à caractère familial et l'allocation de logement à caractère social.

Part des impôts

La part des impôts est le pourcentage que représentent les impôts directs dans le total des revenus disponibles de la zone.

Les impôts directs regroupent les impôts sur le revenu des personnes physiques (IRPP), la taxe d'habitation, la contribution sociale généralisée (CSG), la contribution à la réduction de la dette sociale (CRDS), les prélèvements libératoires sur valeurs mobilières et autres prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine.

Revenu déclaré

Le revenu déclaré correspond à la somme des ressources déclarées par les contribuables sur la déclaration des revenus, avant tout abattement.

Le revenu déclaré par unité de consommation (UC) est le "revenu par équivalent adulte". Il est calculé en rapportant le revenu du ménage au nombre d'unités de consommation qui le composent. Toutes les personnes rattachées au même ménage fiscal ont le même revenu déclaré par UC.

Taux de bas revenus déclarés au seuil de 60 %

Le taux de bas revenus déclarés au seuil de 60 % correspond à la part de la population dont le revenu déclaré par UC est inférieur au seuil de 60% du revenu déclaré par UC médian de France métropolitaine.

Part des ménages fiscaux imposés

La part des ménages fiscaux imposés est le pourcentage des « ménages fiscaux » qui ont un impôt à acquitter au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP). L'impôt à acquitter pour un "ménage fiscal" correspond à la somme des impôts à acquitter par les foyers fiscaux qui le composent.

BÉNÉFICIAIRES DES PRESTATIONS LÉGALES VERSÉES PAR LES CAF

Source : ©Insee *Source : Caisse Nationale d'Allocations Familiales*

Champ

Les données sur les allocataires CAF proviennent des fichiers des Caisses d'allocations familiales. Le champ est celui de l'ensemble des foyers allocataires ayant un droit versable à au moins une prestation au cours du mois de décembre, ou à une prestation versée en une seule fois (par exemple : allocation de rentrée scolaire) au cours de l'année.

Le foyer allocataire est composé du responsable du dossier (personne qui perçoit au moins une prestation au regard de sa situation familiale et/ou monétaire), et de l'ensemble des autres ayants droit au sens de la réglementation en vigueur (conjoint, enfant(s) et autre(s) personne(s) à charge). Plusieurs foyers allocataires peuvent cohabiter dans un même lieu, ils constituent alors un seul ménage au sens de la définition statistique Insee. C'est le cas, par exemple, lorsqu'un couple perçoit des allocations logement et héberge son enfant titulaire d'un minimum social des CAF.

En pratique, le terme « allocataire » est souvent utilisé à la place de « foyer allocataire ».

Le droit versable signifie que le foyer allocataire remplit toutes les conditions pour être effectivement payé au titre du mois d'observation. En particulier ne sont pas inclus dans ce périmètre les bénéficiaires qui n'ont pas fourni l'intégralité de leurs pièces justificatives, ou ceux dont le montant de la prestation est inférieur au seuil de versement.

Restriction méthodologique :

Dans le traitement des données CAF, les adresses correspondant à des adresses administratives (adresses de domiciliation qui ne correspondent pas à une présence physique réelle des allocataires : sans-domicile fixe, gens du voyage et autres personnes non inscrites à leur domicile mais à l'adresse de leur organisme de rattachement) sont repérées afin d'être exclues des agrégations sur les échelons infra-communaux (QPV), de façon à ne pas introduire des surreprésentations artificielles.

Avertissement : Depuis le millésime 2018, les données au 31 décembre sont issues d'une extraction à m+6, ce qui peut entraîner une rupture de séries avec les millésimes précédemment diffusés.

Définitions

Le RSA (Revenu de Solidarité Active) s'adresse aux personnes possédant de faibles ressources. Il remplace depuis 2009 le RMI (revenu minimal d'insertion) et l'API (allocation pour parents isolés). Il se présente sous 2 formes :

- le RSA socle s'adresse aux personnes âgées de plus de 25 ans sans revenus et dès 18 ans sous certaines conditions.
- le RSA activité avait pour objectif de venir en complément des revenus perçus. Depuis le 1er janvier 2016, il a laissé place à la prime d'activité (PPA). Il s'agit d'une nouvelle aide aux salariés et chefs d'entreprise possédant des revenus modestes. L'éligibilité à la PPA de nombreux jeunes actifs de 18 à 24 ans, souvent célibataires sans enfant, a conduit à une hausse du nombre d'allocataires de moins de 25 ans et du nombre d'allocataires isolés.

Il existe 3 types d'allocations logement, non cumulables, visant à diminuer le montant du loyer ou des mensualités d'emprunt pour l'achat d'un logement:

- l'aide personnalisée au logement (APL)
- l'allocation de logement sociale (ALS)
- l'allocation de logement familiale (ALF)

Les données concernant l'aide personnalisée au logement sont manquantes pour les DOM car l'APL n'existe pas dans les DOM, l'État privilégiant d'autres formes d'aides au logement, comme des subventions pour les logements sociaux ou très sociaux.

L'Allocation Adulte Handicapé (AAH) : minimum social créé par la loi du 30 juin 1975, l'AAH est une prestation versée à tous les handicapés souffrant d'une incapacité évaluée à au moins 80 % (sauf dérogation) par la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées. Elle ne peut être attribuée avant l'âge de 20 ans, sauf cas particulier. Elle est soumise à un plafond de ressources et peut se cumuler avec une rémunération tirée d'un travail. L'AAH est versée par les CAF et la MSA.

Toutes les variables commençant par A (AM, AI, ACSSENF, AAL...) comptabilisent des foyers allocataires Cnaf (A).

Précautions d'utilisation

En raison de la méthode de gestion du secret employée (cf. Secret statistique), les cases ne sont pas additives. Par exemple, le nombre de bénéficiaires du régime général ne coïncidera pas nécessairement avec la somme du nombre de bénéficiaires hommes et femmes. Toutefois, l'écart d'additivité ne dépasse pas quelques unités.

Pour calculer des taux, utiliser au dénominateur la somme des modalités de la variable : par exemple, le taux de bénéficiaires du régime général hommes est à calculer en rapportant le nombre de bénéficiaires hommes à la somme des bénéficiaires hommes et des bénéficiaires femmes.

Les données pour l'ensemble des QPV incluent les données non diffusées.

Dans le comptage des enfants, les « enfants à charge Allocations Familiales seules » ne sont pas comptabilisés, afin d'éviter les doubles comptes. Il s'agit des enfants en garde alternée dont les parents séparés se partagent les allocations familiales. Ces enfants sont qualifiés comme « enfant à charge » dans le foyer d'un des parents et comme « enfants à charge Allocations Familiales seules » pour l'autre parent.

Au delà du douzième enfant par foyer, les enfants supplémentaires ne sont pas comptabilisés.

Les allocataires étudiants comptabilisés ne comprennent pas les étudiants salariés.

Source : ©Insee Source : Caisse Nationale d'Assurance Maladie

Champ

Les indicateurs concernant les bénéficiaires du régime général de l'assurance maladie sont issus des fichiers des Caisses Primaires d'Assurance Maladie (CPAM).

Depuis le millésime 2020, sont intégrées dans le régime général de l'assurance maladie :

- les SLM (Sections Locales Mutualistes) étudiantes LMDE et SMER
- les SLM de fonctionnaires MFPS et HFP

De plus, les nouveaux travailleurs indépendants ont été affiliés directement au régime général depuis le 1er janvier 2019 et le stock des travailleurs indépendants a été intégré ultérieurement, après le 1er janvier 2020.

Le champ couvert est ainsi celui des bénéficiaires du régime général, y compris les étudiants, les travailleurs indépendants, et une partie des SLM de fonctionnaires, ainsi que toute personne bénéficiant de droit à l'assurance maladie au titre de la résidence (Protection Universelle Maladie ou PUMA).

Sont exclus du champ de ces données :

- les bénéficiaires de la Mutuelle Générale de l'Education Nationale (MGEN), de la mutuelle des agents du service public (Interiale) et de la mutuelle générale de la police (MGP)
 - les bénéficiaires des autres régimes d'assurance maladie : le régime agricole (MSA), qui prend en charge les exploitants et salariés agricoles et les régimes spéciaux, comme celui de la SNCF, de la RATP, de l'Assemblée nationale, du Sénat, des clercs de notaires, etc.
- Le régime général couvre la majeure partie de la population (environ 90%).

Modification du champ à compter du millésime 2021 :

Suite à une analyse avec le producteur des données du statut de rattachement des individus aux organismes de l'assurance maladie, il a été décidé de comptabiliser les bénéficiaires uniquement dans l'organisme où leur rattachement est certifié. Au niveau national, environ 800 000 personnes non encore affiliées ou pour lesquelles l'affiliation est en cours de modification entre organismes ne sont donc plus comptabilisées.

Définitions

La population couverte recouvre les assurés et leurs ayants droit.

La loi n°2015-1702 du 21 décembre 2015 organise la suppression progressive du statut d'ayant-droit. Toute personne majeure qui n'a pas d'activité professionnelle « a droit à la prise en charge de ses frais de santé dès lors qu'elle réside en France de manière stable et régulière ». Cette opération d'individualisation et d'autonomisation de la gestion des droits, menée dans le courant de l'année 2019, a pour conséquence que les ayants-droits majeurs sans activité professionnelle initialement rattachés à la sécurité sociale de leur conjoint deviennent des assurés à part entière. Seuls les enfants restent donc des ayants droit.

Le dispositif de complémentaire santé solidaire

La Couverture Maladie Universelle Complémentaire (CMUC) avait pour objectif de faciliter l'accès aux soins et de contribuer à la réduction des inégalités de santé en proposant aux personnes aux faibles ressources, et résidant en France de façon stable et régulière, une couverture maladie complémentaire gratuite.

La C2S (Complémentaire Santé Solidaire) a été mise en place au 1er novembre 2019, en remplacement de la CMU-C et de l'Aide à la Complémentaire Santé (ACS). La Complémentaire santé solidaire est une aide de l'Etat qui permet aux foyers modestes de bénéficier d'une mutuelle gratuite ou à moins de 1 euro par jour et par personne. Selon les ressources du foyer, la Complémentaire santé

Pour en savoir plus sur la C2S : <https://www.complementaire-sante-solidaire.gouv.fr/>

Répartition par tranche d'âge : A compter du millésime 2020, les bénéficiaires du régime général, dont ceux de la C2S, sont ventilés selon des tranches d'âge couvrant l'ensemble du champ.

Ainsi les 18-24 ans, auparavant exclus du fait de la non inclusion des régimes étudiants, ont été ajoutés.

Les personnes de plus de 60 ans bénéficiant de la C2S sont également ajoutés. Les bénéficiaires de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) bénéficient d'une présomption de droits à la complémentaire santé solidaire avec participation financière, sous réserve que leurs ressources ne dépassent pas le plafond d'attribution. En revanche, les ressources des bénéficiaires de l'ASPA dépassent généralement le plafond d'attribution à la C2S non participative.

Précautions d'utilisation

Les données issues de la source Cnam sont des données structurales. Deux millésimes consécutifs ne doivent pas être utilisés pour mesurer des évolutions aux niveaux infra-communaux (QPV). En effet, les évolutions entre deux millésimes ne reflètent pas uniquement l'évolution réelle, elles traduisent aussi les améliorations de géolocalisation des adresses.

Par ailleurs, les différentes modifications de champ au fil des millésimes (intégration de nouvelles catégories de population, gestion des adresses administratives, sélection des bénéficiaires réellement affiliés) entraînent de fortes évolutions du nombre de personnes couvertes par le régime général. Par conséquent, l'utilisation des données en évolution est fortement déconseillée.

En raison de la méthode de gestion du secret employée (cf. Secret statistique), les cases ne sont pas additives. Par exemple, le nombre de bénéficiaires du régime général ne coïncidera pas nécessairement avec la somme du nombre de bénéficiaires hommes et femmes. Toutefois, l'écart d'additivité ne dépasse pas quelques unités.

Pour calculer des taux, utiliser au dénominateur la somme des modalités de la variable : par exemple, le taux de bénéficiaires du régime général hommes est à calculer en rapportant le nombre de bénéficiaires hommes à la somme des bénéficiaires hommes et des bénéficiaires femmes.

Les données pour l'ensemble des QPV incluent les données non diffusées.

La somme des indicateurs cumulatifs n'est pas nécessairement égale au total, du fait du non renseignement de certaines caractéristiques pour certains individus (par exemple la somme des hommes et des femmes n'est pas nécessairement égale au total de la population couverte).

CHOMAGE

Source: ©Insee Source : France Travail-Dares, STMT - Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)

Définition

Demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi sont les personnes qui s'inscrivent à France Travail. Ces demandeurs sont enregistrés à France Travail dans différentes catégories de demandes d'emploi en fonction de leur disponibilité, du type de contrat recherché et de la quotité de temps de travail souhaitée.

QPV n°QN03820M
Plan des Aures
Commune englobante: Pont-Évêque
EPCI: 200077014
Taille du quartier: 1 208 habitants (RP2021)

INDICATEURS CLÉ

INDICATEURS	QPV	QPV EPCI	QPV DPT 38	QPV REGION	QPV France Métro
Indice de jeunesse	1,5	1,8	1,9	1,7	1,7
Part des femmes dans la population	51%	52%	51%	52%	52%
Part des étrangers dans la population	28%	22%	27%	26%	24%
Part des ménages de 6 personnes et plus	5%	6%	6%	5%	5%
Part des familles monoparentales	ND	29%	31%	30%	33%
Part des ménages immigrés	49%	37%	43%	39%	35%
Part de la population sans diplôme	56%	45%	45%	45%	43%
Part de femmes sans diplôme	61%	47%	47%	47%	45%
Part d'étrangers sans diplôme	77%	66%	62%	63%	60%
Taux d'activité des femmes	50%	58%	58%	57%	59%
Taux d'activité des hommes	74%	76%	72%	72%	71%
Taux d'emploi	44%	52%	48%	47%	48%
Part des emplois à durée limitée parmi les emplois	28%	22%	27%	25%	23%
Part des emplois à durée limitée parmi les emplois chez les femmes	29%	23%	28%	26%	24%
Part des emplois à durée limitée parmi les emplois chez les étrangers	23%	25%	32%	30%	27%
Nombre de personnes par résidence principale	2,5	2,4	2,5	2,4	2,4
Part des ménages ayant emménagé depuis 10 ans ou plus	41%	41%	42%	45%	45%
Médiane (en euros) du revenu disponible par unité de consommation	14 290				14 700
Taux de pauvreté au seuil de 60% du niveau de vie médian métropolitain (%)	47%				44%
Part des revenus d'activités (%)	73%				73%
Part de la pop. couverte bénéficiaire de la C2S sur la pop. couverte bénéficiaire du régime général	28%		33%	32%	32%
DEFM	151	1 486	9 782	67 485	67 485
DEFM cat. ABC	135	1 339	8 753	61 051	61 051
Part DEFM cat. ABC/Total DEFM	89%	90%	89%	90%	90%
Part DEFM cat. ABC nationalité étrangère/Total DEFM cat. ABC	30%	31%	41%	37%	37%
Part DEFM cat. ABC de niveau de formation inférieur au CAP-BEP /Total DEFM cat. ABC	21%	26%	28%	26%	26%
Part DEFM cat. ABC de niveau de formation supérieur au BAC /Total DEFM cat. ABC	14%	16%	18%	20%	20%
Part de DEFM cat. ABC d'ancienneté au chômage de 1 an à moins de 2 ans /Total DEFM cat. ABC	22%	22%	19%	19%	19%
Part de DEFM cat. ABC d'ancienneté au chômage d'au moins 2 ans/Total DEFM cat. ABC	22%	17%	18%	21%	21%
Part de DEFM cat. ABC bénéficiaires du RSA/Total DEFM cat. ABC	30%	32%	32%	31%	31%

Note de lecture :

QPV: Données sur le QPV étudié

QPV EPCI: Données sur l'ensemble des 6 QPV de l'EPCI englobant le QPV étudié

QPV DPT : Données sur l'ensemble des 24 QPV du département englobant le QPV étudié

QPV Région: Données sur l'ensemble des 145 QPV de la région Auvergne-Rhône-Alpes

QPV France métro: Données sur l'ensemble des 1 362 QPV de la France métropolitaine

Population

Les chiffres de population présentés correspondent à l'ensemble des personnes dont la résidence habituelle se situe sur le territoire considéré.

La population de ce territoire comprend :

- la population des résidences principales (ou population des ménages) ;
- la population des personnes vivant en communautés ;
- la population des habitations mobiles, les sans-abris et les marinières rattachés au territoire.

QPV n°QN03820M					
Plan des Aures					
Commune englobante: Pont-Évêque					
EPCI: 200077014					
Taille du quartier: 1 208 habitants (RP2021)					

POPULATION

Source : INSEE - Estimations RP 2021

GLOBALE	QPV	QPV EPCI	QPV DPT 38	QPV REGION	QPV France Métro
Population municipale en QPV	1 208	10 634	71 544	462 972	6 015 658
Part de la population régionale vivant en QPV				6%	8%
Part des 0-14 ans dans la population	26%	25%	26%	25%	24%
Part des 15-24 ans dans la population	12%	14%	15%	14%	15%
Part des 25-59 ans dans la population	41%	43%	42%	41%	43%
Part des 60-74 ans dans la population	15%	12%	12%	13%	13%
Part des 75 ans et plus dans la population	6%	6%	6%	7%	6%
Indice de jeunesse	1,5	1,8	1,9	1,7	1,7
Part des femmes dans la population	51%	52%	51%	52%	52%
Part des 0-14 ans dans la population des femmes	26%	24%	25%	23%	23%
Part des 15-24 ans dans la population des femmes	13%	13%	14%	14%	14%
Part des 25-59 ans dans la population des femmes	38%	43%	42%	41%	43%
Part des 60-74 ans dans la population des femmes	18%	13%	13%	14%	13%
Part des 75 ans et plus dans la population des femmes	6%	7%	7%	8%	7%
Indice de jeunesse des femmes	1,3	1,6	1,7	1,4	1,5
Indice de jeunesse des hommes	1,8	2,1	2,2	2,0	2,1
Part des étrangers dans la population	28%	22%	27%	26%	24%
Part des 0-14 ans dans la population des étrangers	15%	19%	23%	23%	23%
Part des 15-24 ans dans la population des étrangers	5%	5%	9%	9%	9%
Part des 25-59 ans dans la population des étrangers	43%	53%	49%	48%	51%
Part des 60-74 ans dans la population des étrangers	27%	14%	11%	13%	12%
Part des 75 ans et plus dans la population des étrangers	11%	9%	8%	7%	5%
Indice de jeunesse des étrangers	0,4	0,9	1,5	1,4	1,6
Part des étrangères parmi les femmes	29%	22%	26%	25%	23%
Part des immigrés dans la population	35%	30%	34%	32%	28%
Part des personnes majeures de nationalité française	67%	74%	71%	73%	75%

QPV n°QN03820M

Plan des Aures

Commune englobante: Pont-Évêque

EPCI: 200077014

Taille du quartier: 1 208 habitants (RP2021)

MENAGES	QPV	QPV EPCI	QPV DPT 38	QPV REGION	QPV France Métro
Part des ménages d'une personne	38%	41%	38%	41%	41%
Part des ménages de 2 personnes	22%	23%	23%	23%	23%
Part des ménages de 3 personnes	14%	13%	13%	13%	13%
Part des ménages de 4 ou 5 personnes	21%	19%	20%	18%	18%
Part des ménages de 6 personnes et plus	5%	6%	6%	5%	5%
Part des ménages d'une personne de 60-74 ans	36%	27%	28%	28%	28%
Part des ménages d'une personne de 75 ans et plus	10%	18%	18%	19%	16%
Part des femmes parmi les ménages d'une personne	49%	50%	52%	54%	53%
Part des étrangers parmi les ménages d'une personne	23%	18%	21%	19%	17%
Part des femmes parmi les ménages d'une personne de 60-74 ans	72%	61%	64%	65%	64%
Part des femmes parmi les ménages d'une personne de 75 ans et plus	83%	72%	77%	78%	78%
Part des étrangers parmi les ménages d'une personne de 60-74 ans	34%	14%	17%	17%	14%
Part des étrangers parmi les ménages d'une personne de 75 ans et plus	22%	18%	22%	19%	13%
Part des ménages étrangers	31%	23%	28%	26%	23%
Part des ménages de 6 personnes et plus étrangers	33%	36%	39%	42%	41%
Part des ménages immigrés	49%	37%	43%	39%	35%
Part des familles monoparentales	ND	29%	31%	30%	33%
DIPLÔME	QPV	QPV EPCI	QPV DPT 38	QPV REGION	QPV France Métro
Part de la population avec un diplôme de niveau inférieur au BAC	22%	24%	22%	24%	23%
Part de la population avec un diplôme de niveau BAC	12%	14%	15%	16%	16%
Part de la population avec un diplôme de niveau BAC+2 ou supérieur	9%	17%	18%	16%	17%
Part de femmes avec un diplôme de niveau inférieur au BAC	18%	21%	20%	21%	21%
Part de la population avec un diplôme de niveau BAC parmi les femmes	11%	15%	15%	16%	17%
Part de la population avec un diplôme de niveau BAC+2 ou supérieur parmi les femmes	9%	18%	18%	16%	18%
Part d'étrangers avec un diplôme de niveau inférieur au BAC	9%	12%	14%	14%	13%
Part de la population avec un diplôme de niveau BAC parmi les étrangers	9%	10%	11%	11%	13%
Part de la population avec un diplôme de niveau BAC+2 ou supérieur parmi les étrangers	6%	12%	13%	12%	14%
Part de la population sans diplôme	56%	45%	45%	45%	43%
Part de femmes sans diplôme	61%	47%	47%	47%	45%
Part d'étrangers sans diplôme	77%	66%	62%	63%	60%
Taux de scolarisation des 15-24 ans	47%	53%	60%	59%	61%
Taux de scolarisation des femmes de 15-24 ans	48%	55%	62%	62%	63%
Taux de scolarisation des hommes de 15-24 ans	46%	51%	58%	56%	59%
Taux de scolarisation des étrangers de 15-24 ans	40%	35%	57%	56%	59%

EMPLOI

Source : INSEE - Estimations RP 2021

EMPLOI	QPV	QPV EPCI	QPV DPT 38	QPV REGION	QPV France Métro
Taux d'activité des 15-24 ans	47%	50%	42%	41%	40%
Taux d'activité des 25-54 ans	71%	77%	77%	76%	77%
Taux d'activité des 55-64 ans	44%	52%	55%	52%	53%
Taux d'activité des femmes	50%	58%	58%	57%	59%
Taux d'activité des hommes	74%	76%	72%	72%	71%
Taux d'emploi	44%	52%	48%	47%	48%
Taux d'emploi des femmes	31%	43%	41%	40%	42%
Taux d'emploi des hommes	56%	62%	55%	54%	53%
Taux d'emploi des étrangers	35%	47%	44%	43%	45%
Taux d'emploi des 15-24 ans	31%	34%	27%	26%	25%
Taux d'emploi des 25-54 ans	50%	61%	57%	57%	58%
Taux d'emploi des 55-64 ans	35%	44%	45%	41%	42%
Part des emplois à durée limitée parmi les emplois	28%	22%	27%	25%	23%
Part des emplois à durée limitée parmi les emplois chez les femmes	29%	23%	28%	26%	24%
Part des emplois à durée limitée parmi les emplois chez les étrangers	23%	25%	32%	30%	27%
Part d'actifs artisans, commerçants, chefs d'entreprise, cadres et professions intellectuelles supérieures	ND	11%	11%	10%	11%
Part d'actifs dans des professions intermédiaires	ND	20%	16%	16%	17%
Part d'actifs employés	ND	27%	34%	35%	37%
Part d'actifs ouvriers	ND	42%	40%	39%	34%
Part de la population occupant un emploi à temps partiel	25%	21%	25%	23%	22%
Taux de chômage (au sens du recensement)	30%	22%	26%	26%	26%
Part des 16-25 ans non scolarisés et sans emploi	31%	25%	26%	26%	26%
Part des femmes de 16-25 ans non scolarisées et sans emploi	38%	28%	26%	26%	25%
Part des hommes de 16-25 ans non scolarisés et sans emploi	22%	22%	25%	26%	26%
Part de la population utilisant le plus souvent la voiture/camion/fourgonnette pour aller travailler	69%	76%	61%	59%	51%
Part de la population utilisant le plus souvent les transports en commun pour aller travailler	13%	14%	26%	26%	34%
Part de ménages disposant d'une voiture (ou plus)	70%	71%	65%	64%	59%

LOGEMENT

TYPE DE LOGEMENT	QPV	QPV EPCI	QPV DPT 38	QPV REGION	QPV France Métro
Source : INSEE - Estimations RP 2021					
Part des ménages propriétaires	2%	12%	14%	15%	14%
Part des ménages locataires	98%	88%	86%	84%	84%
Part des ménages logés gratuitement	0%	ND	1%	1%	1%
Part des résidences principales	96%	89%	89%	88%	90%
Part des résidences secondaires	0%	0%	0%	1%	1%
Part des logements occasionnels	0%	ND	1%	1%	1%
Part des logements vacants	4%	10%	10%	11%	9%
Part des résidences principales de type appartement	98%	89%	93%	94%	87%
Part des résidences principales de type maison	2%	10%	5%	5%	11%
Nombre de personnes par résidence principale	2,50	2,40	2,50	2,40	2,40
Part des résidences principales d'une pièce	3%	5%	6%	6%	7%
Part des résidences principales de 2 pièces	18%	15%	13%	16%	18%
Part des résidences principales de 3 pièces	36%	37%	33%	33%	34%
Part des résidences principales de 4 pièces	26%	29%	32%	31%	27%
Part des résidences principales de 5 pièces et plus	16%	14%	16%	14%	14%
Part des résidences principales de moins de 30 m²	0%	ND	3%	4%	6%
Part des résidences principales de 30 à moins de 40 m²	8%	6%	6%	7%	9%
Part des résidences principales de 40 à moins de 60 m²	31%	22%	22%	25%	26%
Part des résidences principales de 60 à moins de 80 m²	35%	39%	41%	40%	37%
Part des résidences principales de 80 à moins de 100 m²	20%	23%	22%	19%	17%
Part des résidences principales de 100 à moins de 120 m²	5%	6%	5%	4%	4%
Part des résidences principales de 120 m² ou plus	1%	2%	1%	1%	2%
Part des résidences principales achevées avant 1919	0%	5%	2%	3%	4%
Part des résidences principales achevées entre 1919 et 1945	1%	10%	3%	5%	8%
Part des résidences principales achevées entre 1946 et 1970	22%	31%	37%	41%	39%
Part des résidences principales achevées entre 1971 et 1990	71%	44%	45%	38%	33%
Part des résidences principales achevées entre 1991 et 2005	2%	5%	7%	6%	8%
Part des résidences principales achevées entre 2006 et 2018	6%	5%	6%	6%	8%
Part des ménages ayant emménagé depuis moins de 2 ans	11%	18%	13%	13%	13%
Part des ménages ayant emménagé entre 2 et 4 ans	26%	21%	23%	22%	23%
Part des ménages ayant emménagé entre 5 et 9 ans	22%	20%	21%	21%	21%
Part des ménages ayant emménagé depuis 10 ans ou plus	41%	41%	42%	45%	45%
Part des résidences principales hors studio de 1 personne suroccupées	ND	10%	10%	10%	14%
Part des résidences principales de 2 pièces suroccupées	ND	10%	13%	11%	17%
Part des résidences principales de 3 pièces suroccupées	ND	10%	10%	12%	16%
Part des résidences principales de 4 pièces suroccupées	ND	12%	9%	9%	11%
Part des résidences principales de 5 pièces et plus suroccupées	ND	6%	4%	4%	5%

QPV n°QN03820M
Plan des Aures
Commune englobante: Pont-Évêque
EPCI: 200077014
Taille du quartier: 1 208 habitants (RP2021)

PARC LOCATIF SOCIAL	QPV	QPV EPCI	QPV DPT 38	QPV REGION	QPV France Métro
Source : INSEE - SDES, RPLS 2023					
Nombre de logements du Parc Locatif Social	506	7 673			1 589 163
Nombre de logements sociaux mis en service dans l'année	0	76			4 035
Taux de vacance de plus de 3 mois des logements sociaux	0%	1%			2%
Taux de rotation des logements sociaux	5%	7%			7%
Part des logements sociaux collectifs	100%	92%			94%
Part des logements sociaux individuels	0%	9%			6%
Part des logements sociaux d'une pièce	5%	4%			5%
Part des logements sociaux de deux pièces	21%	18%			18%
Part des logements sociaux de trois pièces	36%	39%			38%
Part des logements sociaux de quatre pièces	24%	31%			30%
Part des logements sociaux de 5 pièces ou plus	14%	8%			9%
Part des logements sociaux de moins de 30 m²	0%	1%			2%
Part des logements sociaux de 30 m² à moins de 40 m²	5%	4%			4%
Part des logements sociaux de 40 m² à moins de 60 m²	31%	26%			27%
Part des logements sociaux de 60 m² à moins de 80 m²	43%	44%			47%
Part des logements sociaux de 80 m² à moins de 100 m²	20%	22%			17%
Part des logements sociaux de 100 m² à moins de 120 m²	2%	3%			2%
Part des logements sociaux de plus de 120 m²	0%	1%			0%
Part des logements sociaux construits avant 1949	0%	4%			6%
Part des logements sociaux construits entre 1949 et 1975	95%	40%			66%
Part des logements sociaux construits entre 1976 et 1988	0%	27%			15%
Part des logements sociaux construits entre 1989 et 2000	0%	14%			5%
Part des logements sociaux construits entre 2001 et 2013	3%	7%			6%
Part des logements sociaux construits après 2013	2%	8%			4%
Part des logements sociaux financés en PLAI	0%	4%			2%
Part des logements sociaux financés en PLUS (avant 1977)	98%	55%			70%
Part des logements sociaux financés en PLUS (après 1977)	0%	38%			23%
Part des logements sociaux financés en PLS	3%	3%			3%
Part des logements sociaux financés en PLI	0%	1%			2%

QPV n°QN03820M
Plan des Aures
Commune englobante: Pont-Évêque
EPCI: 200077014
Taille du quartier: 1 208 habitants (RP2021)

RESSOURCES MONÉTAIRES

Source(s) : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) ANNEE : 2021

REVENUS DISPONIBLES	QPV	QPV EPCI	QPV DPT 38	QPV REGION	QPV France Métro
1er quartile (en euros) du revenu disponible par unité de consommation	11 110				11 160
Médiane (en euros) du revenu disponible par unité de consommation	14 290				14 700
3e quartile (en euros) du revenu disponible par unité de consommation	18 610				19 710
1er décile (en euros) du revenu disponible par unité de consommation	9 090				8 610
2e décile (en euros) du revenu disponible par unité de consommation	10 510				10 390
3e décile (en euros) du revenu disponible par unité de consommation	11 890				11 890
4e décile (en euros) du revenu disponible par unité de consommation	13 050				13 270
6e décile (en euros) du revenu disponible par unité de consommation	16 070				16 400
7e décile (en euros) du revenu disponible par unité de consommation	17 560				18 500
8e décile (en euros) du revenu disponible par unité de consommation	19 490				21 130
9e décile (en euros) du revenu disponible par unité de consommation	23 670				25 360
Taux de pauvreté au seuil de 60% du niveau de vie médian métropolitain (%)	47%				44%
Part des revenus d'activités (%)	61%				64%
Dont : part des indemnités de chômage (%)	5%				5%
Part des pensions, retraites et rentes (%)	21%				21%
Part des revenus du patrimoine et autres revenus (%)	2%				2%
Part de l'ensemble des prestations sociales (%)	24%				22%
Dont : part des prestations familiales (%)	7%				6%
Dont : part des minima-sociaux (%)	12%				11%
Dont : part des prestations logement (%)	5%				5%
Part des impôts (%)	-8%				-9%

REVENUS DECLARES	QPV	QPV EPCI	QPV DPT 38	QPV REGION	QPV France Métro
1er quartile (en euros) du revenu déclaré par unité de consommation	6 060				5 450
Médiane (en euros) du revenu déclaré par unité de consommation	10 810				11 120
3e quartile (en euros) du revenu déclaré par unité de consommation	15 840				18 170
1er décile (en euros) du revenu déclaré par unité de consommation	2 040				390
2e décile (en euros) du revenu déclaré par unité de consommation	4 930				4 080
3e décile (en euros) du revenu déclaré par unité de consommation	6 690				6 610
4e décile (en euros) du revenu déclaré par unité de consommation	8 670				8 840
6e décile (en euros) du revenu déclaré par unité de consommation	13 210				13 660
7e décile (en euros) du revenu déclaré par unité de consommation	14 540				16 520
8e décile (en euros) du revenu déclaré par unité de consommation	17 700				20 040
9e décile (en euros) du revenu déclaré par unité de consommation	22 990				25 420
Part des ménages fiscaux imposés (%)	19%				26%
Part de la population dont le revenu déclaré par UC est inférieur au seuil de 60% du revenu déclaré par UC médian de France métropolitaine.	61%				60%
Part des revenus d'activités (%)	73%				73%
Dont : part des indemnités de chômage (%)	6%				7%
Part des pensions, retraites et rentes (%)	26%				25%
Part des autres revenus (essentiellement des revenus du patrimoine) (%)	2%				2%

QPV n°QN03820M
Plan des Aures
Commune englobante: Pont-Évêque
EPCI: 200077014
Taille du quartier: 1 208 habitants (RP2021)

BÉNÉFICIAIRES DES PRESTATIONS LÉGALES VERSÉES PAR LES CAF	QPV	QPV EPCI	QPV DPT 38	QPV REGION	QPV France Métro
Source : Caisse Nationale d'Allocations Familiales (au 31 décembre 2023)					
Personnes couvertes	928		51 740	329 794	3 751 381
Nombre total d'allocataires CAF	388		21 553	139 758	1 663 170
Allocataires isolés sans enfant	49%		47%	49%	51%
Allocataires mono-parent	12%		19%	18%	20%
Allocataires couples sans enfant	7%		7%	7%	6%
Allocataires couples avec enfant(s)	31%		27%	26%	23%
Allocataires couples avec au moins 3 enfants à charge	17%		13%	13%	10%
Enfants couverts par au moins une prestation CAF	391		22 824	143 024	1 590 832
Enfants de moins de 3 ans	18%		14%	13%	13%
Enfants de 3 à moins de 6 ans	16%		15%	14%	14%
Enfants de 6 à moins de 11 ans	26%		26%	26%	26%
Enfants de 11 à moins de 15 ans	22%		20%	21%	20%
Enfants de 15 à moins de 18 ans	11%		15%	15%	15%
Enfants de 18 à moins de 25 ans	8%		11%	11%	12%
Allocataires étudiants	0%		1%	3%	3%
Allocataires de moins de 25 ans non étudiants	3%		7%	7%	7%
Allocataires percevant une aide au logement	71%		67%	66%	65%
Allocataires percevant l'Aide Personnalisée au Logement (Métropole)	70%		61%	55%	51%
Allocataires percevant l'Allocation Adulte Handicapé	15%		12%	12%	12%
Allocataires percevant la prime d'activité	34%		36%	35%	35%
Allocataires percevant le RSA socle	15%		20%	21%	23%

QPV n°QN03820M

Plan des Aures

Commune englobante: Pont-Évêque

EPCI: 200077014

Taille du quartier: 1 208 habitants (RP2021)

BÉNÉFICIAIRES DU RÉGIME GÉNÉRAL DE L'ASSURANCE MALADIE, DONT BÉNÉFICIAIRES DE LA COMPLÉMENTAIRE SANTÉ SOLIDAIRE	QPV	QPV EPCI	QPV DPT 38	QPV REGION	QPV France Métro
Source : Caisse Nationale d'Assurance Maladie (au 1er Janvier 2024)					
Population couverte bénéficiaire du régime général	1 229		69 189	457 126	5 149 752
Hommes bénéficiaires du régime général	50%		50%	49%	50%
Femmes bénéficiaires du régime général	49%		50%	51%	50%
Bénéficiaires du régime général de moins de 18 ans	28%		27%	27%	26%
Bénéficiaires du régime général de 18 ans à moins de 25 ans	8%		11%	11%	11%
Bénéficiaires du régime général de 25 ans à moins de 50 ans	33%		32%	32%	33%
Bénéficiaires du régime général de 50 ans à moins de 60 ans	11%		11%	11%	12%
Bénéficiaires du régime général de 60 ans à moins de 75 ans	11%		12%	12%	13%
Bénéficiaires du régime général de 75 ans ou plus	8%		7%	8%	6%
Population couverte bénéficiaire de la C2S (Total)	342		22 609	144 187	1 655 129
dont la part de la pop. couverte bénéficiaire de la C2S non participative (ex-CMUC)	68%		77%	76%	79%
dont part de la pop. couverte bénéficiaire de la C2S participative (ex-CMUC)	32%		23%	24%	21%
Part de la pop. couverte bénéficiaire de la C2S sur la pop. couverte bénéficiaire du régime général	28%		33%	32%	32%
Population couverte bénéficiaire de la C2S non participative (ex-CMUC)	233		17 340	110 036	1 305 716
Hommes bénéficiaires de la C2S non participative (ex-CMUC)	49%		47%	47%	46%
Femmes bénéficiaires de la C2S non participative (ex-CMUC)	54%		52%	53%	54%
Bénéficiaires de la C2S non participative (ex-CMUC) de moins de 18 ans	44%		44%	42%	40%
Bénéficiaires de la C2S non participative (ex-CMUC) de 18 ans à moins de 25 ans	10%		10%	11%	11%
Bénéficiaires de la C2S non participative (ex-CMUC) de 25 ans à moins de 50 ans	30%		32%	31%	32%
Bénéficiaires de la C2S non participative (ex-CMUC) de 50 ans à moins de 60 ans	10%		9%	9%	10%
Bénéficiaires de la C2S non participative (ex-CMUC) de 60 ans ou plus	5%		6%	6%	7%
Population couverte bénéficiaire de la C2S participative (ex-ACS)	109		5 269	34 151	349 413
Hommes bénéficiaires de la C2S participative (ex-ACS)	47%		43%	44%	43%
Femmes bénéficiaires de la C2S participative (ex-ACS)	60%		57%	56%	57%
Bénéficiaires de la C2S participative (ex-ACS) de moins de 18 ans	31%		29%	29%	27%
Bénéficiaires de la C2S participative (ex-ACS) de 18 ans à moins de 25 ans	9%		8%	8%	8%
Bénéficiaires de la C2S participative (ex-ACS) de 25 ans à moins de 50 ans	28%		22%	22%	22%
Bénéficiaires de la C2S participative (ex-ACS) de 50 ans à moins de 60 ans	13%		10%	10%	10%
Bénéficiaires de la C2S participative (ex-ACS) de 60 ans ou plus	39%		32%	32%	32%

DEMANDEURS D'EMPLOI

Source(s) : France Travail-Dares, STMT au 31 décembre 2023

Cat.=Catégorie

DEMANDEUR D'EMPLOI EN FIN DE MOIS	QPV	QPV EPCI	QPV DPT 38	QPV REGION	QPV France Métro
DEFM	151	1 486	9 782	67 485	808 144
DEFM hommes	52%	53%	55%	54%	54%
DEFM femmes	52%	47%	46%	46%	46%
DEFM cat. ABC	135	1 339	8 753	61 051	731 994
Part DEFM cat. ABC/Total DEFM	89%	90%	89%	90%	91%
DEFM hommes cat. ABC	48%	52%	54%	54%	54%
DEFM femmes cat. ABC	54%	48%	46%	46%	46%
DEFM cat. A	85	835	5 533	37 838	468 247
Part DEFM cat. A/Total DEFM	56%	56%	57%	56%	58%
DEFM hommes cat. A	46%	52%	54%	53%	53%
DEFM femmes cat. A	51%	47%	46%	47%	47%
DEFM cat. ABC moins de 26 ans	23	250	1 525	10 421	121 259
Part DEFM cat. ABC moins de 26 ans/Total DEFM cat. ABC	17%	19%	17%	17%	17%
DEFM hommes cat. ABC moins de 26 ans	26%	53%	54%	54%	53%
DEFM femmes cat. ABC moins de 26 ans	57%	49%	48%	46%	47%
DEFM cat. ABC de 26 ans à moins de 50 ans	77	772	5 041	35 294	425 850
Part DEFM cat. ABC de 26 ans à moins de 50 ans /Total DEFM cat. ABC	57%	58%	58%	58%	58%
DEFM hommes cat. ABC de 26 ans à moins de 50 ans	47%	50%	52%	52%	53%
DEFM femmes cat. ABC de 26 ans à moins de 50 ans	47%	50%	47%	48%	47%
DEFM cat. ABC de 50 ans et plus	34	317	2 219	15 337	184 884
Part DEFM cat. ABC de 50 ans et plus /Total DEFM cat. ABC	25%	24%	25%	25%	25%
DEFM hommes cat. ABC de 50 ans et plus	68%	57%	58%	57%	56%
DEFM femmes cat. ABC de 50 ans et plus	47%	45%	41%	43%	44%
DEFM cat. ABC nationalité française	91	920	5 174	38 450	487 002
Part DEFM cat. ABC nationalité française /Total DEFM cat. ABC	67%	69%	59%	63%	67%
DEFM cat. ABC nationalité étrangère	40	415	3 578	22 528	244 145
Part DEFM cat. ABC nationalité étrangère/Total DEFM cat. ABC	30%	31%	41%	37%	33%
DEFM cat. ABC de niveau de formation inférieur au CAP-BEP	29	350	2 450	15 966	191 493
Part DEFM cat. ABC de niveau de formation inférieur au CAP-BEP /Total DEFM cat. ABC	21%	26%	28%	26%	26%
DEFM hommes cat. ABC de niveau de formation inférieur au CAP-BEP	18	195	1 363	8 774	106 506
DEFM femmes cat. ABC de niveau de formation inférieur au CAP-BEP	14	159	1 089	7 189	84 982
DEFM cat. ABC de niveau de formation CAP-BEP	56	479	2 883	19 591	231 623
Part DEFM cat. ABC de niveau de formation CAP-BEP /Total DEFM cat. ABC	41%	36%	33%	32%	32%
DEFM hommes cat. ABC de niveau de formation CAP-BEP	52%	57%	60%	61%	59%
DEFM femmes cat. ABC de niveau de formation CAP-BEP	55%	44%	41%	39%	41%
DEFM cat. ABC de niveau de formation BAC	27	287	1 812	13 508	160 696
Part DEFM cat. ABC de niveau de formation BAC /Total DEFM cat. ABC	20%	21%	21%	22%	22%
DEFM hommes cat. ABC de niveau de formation BAC	19%	50%	51%	50%	50%
DEFM femmes cat. ABC de niveau de formation BAC	67%	51%	49%	50%	50%
DEFM cat. ABC de niveau de formation supérieur au BAC	19	212	1 608	11 920	147 049
Part DEFM cat. ABC de niveau de formation supérieur au BAC /Total DEFM cat. ABC	14%	16%	18%	20%	20%
DEFM hommes cat. ABC de niveau de formation supérieur au BAC	47%	40%	44%	45%	46%
DEFM femmes cat. ABC de niveau de formation supérieur au BAC	68%	62%	55%	55%	54%

DEMANDEUR D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (SUITE)	QPV	QPV EPCI	QPV DPT 38	QPV REGION	QPV France Métro
DEFM cat. ABC d'ancienneté au chômage de moins de 6 mois	47	557	3 868	24 733	296 208
Par de DEFM cat. ABC d'ancienneté au chômage de moins de 6 mois /Total DEFM cat. ABC	35%	42%	44%	41%	40%
DEFM hommes cat. ABC d'ancienneté au chômage de moins de 6 mois	60%	54%	55%	54%	53%
DEFM femmes cat. ABC d'ancienneté au chômage de moins de 6 mois	47%	46%	45%	46%	47%
DEFM cat. ABC d'ancienneté au chômage de 6 mois à moins d'1 an	24	274	1 653	11 429	134 709
Part de DEFM cat. ABC d'ancienneté au chômage de 6 mois à moins d'1 an /Total DEFM cat. ABC	18%	20%	19%	19%	18%
DEFM hommes cat. ABC d'ancienneté au chômage de 6 mois à moins d'1 an	54%	49%	53%	53%	54%
DEFM femmes cat. ABC d'ancienneté au chômage de 6 mois à moins d'1 an	63%	49%	46%	47%	46%
DEFM cat. ABC d'ancienneté au chômage de 1 an à moins de 2 ans	30	291	1 685	11 869	140 616
Part de DEFM cat. ABC d'ancienneté au chômage de 1 an à moins de 2 ans /Total DEFM cat. ABC	22%	22%	19%	19%	19%
DEFM hommes cat. ABC d'ancienneté au chômage de 1 an à moins de 2 ans	40%	49%	53%	54%	53%
DEFM femmes cat. ABC d'ancienneté au chômage de 1 an à moins de 2 ans	77%	49%	46%	46%	47%
DEFM cat. ABC d'ancienneté au chômage d'au moins 2 ans	30	223	1 582	13 015	160 465
Part de DEFM cat. ABC d'ancienneté au chômage d'au moins 2 ans/Total DEFM cat. ABC	22%	17%	18%	21%	22%
DEFM hommes cat. ABC d'ancienneté au chômage d'au moins 2 ans	53%	48%	54%	55%	55%
DEFM femmes cat. ABC d'ancienneté au chômage d'au moins 2 ans	57%	50%	47%	45%	45%
DEFM cat. ABC dont le motif d'inscription est :					
une 1ère entrée sur le marché du travail	4%	3%	4%	4%	4%
un licenciement	21%	11%	9%	10%	9%
une fin de CDD	16%	16%	18%	17%	16%
une fin de mission d'interim	11%	13%	12%	10%	7%
autre	48%	55%	57%	60%	63%
DEFM cat. ABC bénéficiaires du RSA	41	425	2 818	18 821	244 181
Part de DEFM cat. ABC bénéficiaires du RSA/Total DEFM cat. ABC	30%	32%	32%	31%	33%
DEFM hommes cat. ABC bénéficiaires du RSA	46%	49%	49%	49%	49%
DEFM femmes cat. ABC bénéficiaires du RSA	41%	50%	52%	51%	51%



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

Directrice de la publication : Fabienne FOURNIER BERAUD

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)

Service Etude, Statistique, Evaluation (SESE)

Note réalisée par Nathalie Gourgouillon

Tour Swisslife – 1, Boulevard Vivier Merle – 69443 LYON CEDEX 03

Téléphone : 04 72 68 29 00

Internet : <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr/>